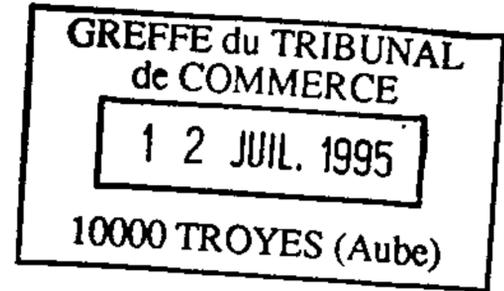


88 B 29

B.L.V.
Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 51.000 francs
Siège social : 04 RUE ARISTIDE BRIAND

10000 TROYES

R.C.S. TROYES B 343 645 172 88 B 29



**PROCES-VERBAL DE LA REUNION DE
L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
DU 30 JUIL 1995**

L'an mil neuf cent quatre vingt quinze,

Le 30 JUIL à 18 H 00,

Au siège social, à TROYES

Les associés de la Société à Responsabilité Limitée B.L.V. au capital de 51.000 francs divisé en 510 parts sociales de 100 francs chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur convocation de Monsieur VERDEAUX.

Sont présents :

- . JEAN MARIE VERDEAUX, titulaire de 255 parts sociales,
- . JOEL BLAISE, titulaire de 255 parts sociales.

Le total des parts présentes est de 510 parts.

Tous les associés étant présents, l'Assemblée peut valablement délibérer, et en conséquence, est déclarée régulièrement constituée.

La réunion est présidée par JEAN MARIE VERDEAUX, Gérant Associé.

Le Président rappelle que les associés sont réunis à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport de gestion de la gérance sur l'activité de la Société et sur les comptes de l'exercice clos le 31 DECEMBRE 1994,
- Rapport de la gérance sur les conventions visées à l'article 50 de la loi du 24 juillet 1966,
- Approbation desdits comptes et conventions ; quitus à la gérance,

- Affectation des résultats,
- Agrément d'un nouvel associé et modification corrélative des statuts.

Il dépose devant l'Assemblée et met à la disposition de ses membres :

- Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) arrêtés au 31 DECEMBRE 1994,
- Le rapport de gestion et le rapport spécial.

Il précise que tous les documents prescrits par l'article 36 du décret du 23 mars 1967 ont été tenus à la disposition des associés, au siège social, dans les délais prévus par ledit article.

L'Assemblée sur sa demande, lui donne acte de ses déclarations et reconnaît la validité de la convocation.

JEAN MARIE VERDEAUX donne ensuite lecture de ses rapports, puis il déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial de JEAN MARIE VERDEAUX, sur les conventions visées à l'article 50 de la loi du 24 juillet 1966, en approuve les termes.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion de Monsieur VERDEAUX, approuve les comptes, le bilan et l'annexe de l'exercice clos le 31 DECEMBRE 1994, tels qu'ils ont été présentés et établis.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée donne quitus à Monsieur JEAN MARIE VERDEAUX pour sa gestion au cours de l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, décide d'affecter comme suit la perte de l'exercice s'élevant à 16.718,99 francs :

En totalité au compte de la réserve extraordinaire, qui se trouve par suite ramené à la somme de 65.883,22 francs.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

La collectivité des associés, après avoir pris connaissance du projet formé par Monsieur JOEL BLAISE, de céder à Monsieur MICHEL TISSIER, demeurant à TROYES, 8 boulevard Victor Hugo, de nationalité française, 255 parts sociales lui appartenant, autorise cette cession et agrée expressément Monsieur TISSIER en qualité de nouvel associé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

La collectivité de sassociés, comme conséquence de la résolution précédente sous réserve de la réalisation de la cession de parts projetée, décide que l'article 7 des statuts sera de plein droit remplacé par les dispositions ci-après, à compter du jour où cette cession sera rendue opposable à la société.

Article 7 - Capital

1. Le capital social est fixé à la somme de Cinquante et un mille francs (51.000 F), montant total des apports en numéraire. Il est divisé en cinq cent dix (510) parts sociales de Cent francs (100) francs chacune de montant nominal, réparties de la manière suivante :

Monsieur MICHEL TISSIER, à concurrence de 255 parts sociales, numérotées de 126 à 380, ci.....	255 parts
Monsieur JEAN MARIE VERDEAUX, à concurrence de 255 parts sociales, numérotées de 001 à 125 et 381 à 510, ci.....	255 parts

Soit un total de 510 parts sociales, ci.....	<u>510 parts</u>

Le reste de l'article est inchangé.

SEPTIEME RESOLUTION

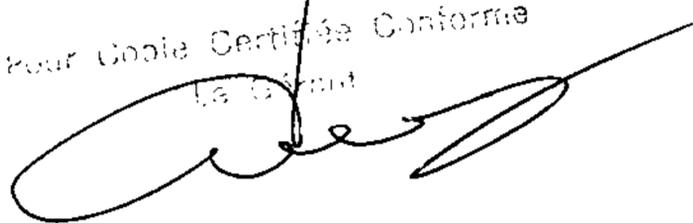
La collectivité des associés confère tous pouvoirs à Me Anne BRODARD à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra auprès du registre du Commerce et des Sociétés de Troyes.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 18 H 45.

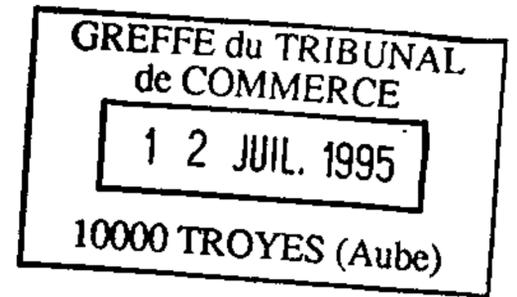
De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, qui a été signé par les associés présents, après lecture.

Pour Copie Certifiée Conforme
Le 13/01/2014



**Anne BRODARD - Avocat -
04 rue Aristide Briand - 10000 - TROYES**

Tél : 25 73 07 80



B.L.V.
Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 51.000 francs
Siège social : 04 RUE ARISTIDE BRIAND

10000 TROYES

R.C.S. TROYES B 343 645 172 88 B 29

Par duplicata

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE

- 6 JUIL 1995

DE TROYES NORD-EST Le

*

Bord..... 382 / 9 / 1406

REÇU { - Dts DE TIMBRE..... 255F
- Dts D'ENREGt..... 1224F

Le Receveur Divisionnaire

CESSION DE PARTS SOCIALES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur Joël BLAISE, né à HEILTZ LE MAURUPT (Marne) le 30 novembre 1950, Expert-Comptable, demeurant à TROYES (10000) 43 bis rue Général Saussier, de nationalité française, marié à Madame Madeleine ROUSSELOT, sous le régime de la séparation des biens,

Ci-après dénommé le cédant

D'une part,

ET

Monsieur Michel TISSIER, né à TROYES (Aube) le 07 décembre 1954, Expert-Comptable, demeurant à TROYES (Aube) 08 boulevard Victor Hugo, marié à Madame Annick MATHIEU, sous le régime de la communauté légale, de nationalité française

Ci-après dénommé le cessionnaire,

D'autre part,

AT
AT JB

FACE ANNULÉE
Article 905 du CGI
Arrêté du 20 mars 1958

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

La Société à Responsabilité Limitée SARL DE COMMISSAIRES AUX COMPTES B.L.V. a pour objet l'exercice de la profession de Commissaire aux Comptes.

Elle a fait l'objet d'une immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de TROYES en date du 03 FEVRIER 1988.

Son capital s'élève à la somme de 51.000 francs divisé en 510 parts sociales de 100 francs chacune, numérotées de 1 à 510, entièrement libérées.

ORIGINE DE PROPRIETE

Le cédant possède dans cette société 255 parts sociales de 100 francs chacune numérotées de 126 à 380 qu'il a acquises aux termes d'un acte sous seing privé en date à TROYES du 26 JUIN 1989.

CECI EXPOSE IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

CESSION

Par les présentes, le cédant cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit au cessionnaire qui accepte, les 255 parts sociales de ladite société qui lui appartiennent, avec tous les droits et obligations y attachés.

Le cessionnaire sera propriétaire des parts cédées à compter de ce jour, il aura seul droit à la fraction des bénéfices de l'exercice en cours qui sera attribuée auxdites parts. Il sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées à compter de ce même jour.

Les parts cédées ne sont représentées par aucun titre et leur propriété résulte seulement des statuts et des actes qui ont pu les modifier.

Le cessionnaire reconnaît avoir pris connaissance des statuts sociaux, de toutes résolutions prises et de tous procès-verbaux dressés à ce jour par les assemblées des associés et les accepte.

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de 100 francs par part cédée soit un prix total de VINGT CINQ MILLE CINQ CENTS FRANCS (25.500 F), que le cédant reconnaît avoir reçu du cessionnaire ce jour même et dont il lui consent bonne et valable quittance.

Dont quittance

MT

AT

JB

FACE ANNULEE
Article 905 du C.G.I
Arrêté du 20 mars 1956

SIGNIFICATION / INTERVENTION DU CONJOINT COMMUN EN BIENS

La présente cession fera l'objet d'un dépôt d'un original du présent acte au siège social.

Madame Annick TISSIER née MATHIEU intervient aux présentes à l'effet de consentir au présent acte d'acquisition de parts sociales, et déclare avoir reçu toutes informations préalables à ce sujet et renoncer à la qualité d'associé.

AGREMENT DE LA CESSION

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale en date du 30 juin 1995, la collectivité des associés a autorisé la présente cession et agréé expressément Monsieur MICHEL TISSIER, cessionnaire en qualité de nouvel associé. Une copie du procès-verbal de cette délibération certifiée conforme par la gérance est annexée au présent acte.

MODIFICATION DES STATUTS

Les dispositions de l'article 7 des statuts sont de plein droit modifiées conformément à la décision prise aux termes de l'Assemblée Générale du 30 JUIN 1995 sus-visée.

FORMALITES - POUVOIRS

La présente cession de parts sociales sera déposée en deux exemplaires au Greffe du Tribunal de Commerce de TROYES.

Tous pouvoirs sont conférés à Me Anne BRODARD en vue de ce dépôt.

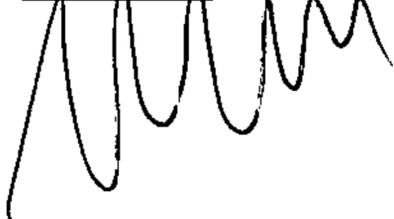
FRAIS

Les frais et droits d'enregistrement de la présente cession et tous les frais qui en seront la conséquence seront supportés par le cessionnaire qui s'y oblige, à l'exception de ceux consécutifs à la modification des statuts qui seront à la charge de la société.

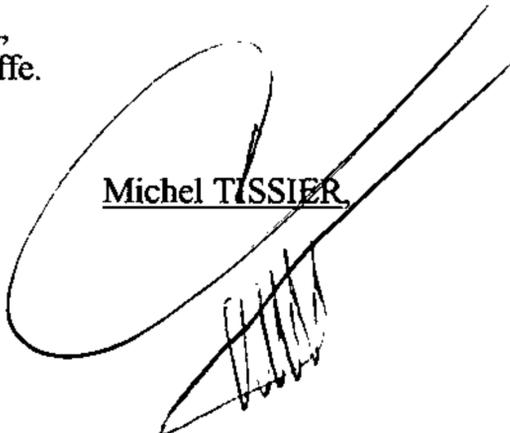
L'An Mil Neuf Cent Quatre Vingt Quinze
Et le 30 JUIN 1995
A TROYES,

Acte établi sur 3 pages,
En cinq originaux,
Dont un exemplaire pour l'enregistrement,
Et deux exemplaires pour le dépôt au Greffe.

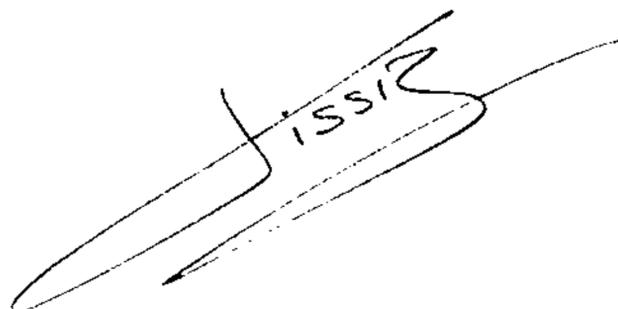
Joël BLAISE



Michel TISSIER



Annick TISSIER



GREFFE du TRIBUNAL
de COMMERCE

1 2 JUIL. 1995

10000 TROYES (Aube)

B.L.V.
Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 51.000 francs
Siège social : 04 RUE ARISTIDE BRIAND

10000 TROYES

R.C.S. TROYES B 343 645 172 88 B 29

STATUTS MIS A JOUR

AU 30 JUIN 1995

(Cession de parts sociales)

S.A.R.L. de Commissaires aux Comptes "B.L.V"
Société à Responsabilité Limitée au capital de 51.000 Francs

Siège social : 4 - rue Aristide Briand

10000 - TROYES

R.C.S. TROYES B 343 645 172

**

Article 1 - Forme

Il existe entre les propriétaires des parts ci-après dénombrées une société à responsabilité limitée régie par les dispositions légales et réglementaires concernant cette forme de société et celles régissant les professions de commissaire aux comptes, et par les présents statuts.

Article 2 - Dénomination sociale

La dénomination sociale est S.A.R.L. de Commissaires aux comptes
"B.L.V"

./.

wv
DS
JB
RL

La qualification de "société à responsabilité limitée de commissaires aux comptes", à l'exclusion de toute autre, doit accompagner la dénomination sociale ainsi que l'indication de l'inscription à la compagnie des commissaires aux comptes dans toutes correspondances et tous documents émanant de la société. Dans les actes professionnels, chaque associé indique la dénomination sociale de la société dont il est membre.

Article 3 - Objet

La société a pour objet, l'exercice de la profession de Commissaire aux Comptes telle qu'elle est définie par l'ordonnance modifiée du 19 Septembre 1945 et la loi modifiée du 24 Juillet 1966 et telle qu'elle pourrait l'être par tous textes législatifs ultérieurs.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

Elle ne peut prendre de participations financières dans les entreprises industrielles, commerciales, agricoles ou bancaires, ni dans les sociétés civiles à l'exclusion de celles qui ont pour seul objet de faciliter l'exercice de l'activité professionnelle et libérale de leurs membres. Elle ne peut non plus se trouver sous la dépendance, même indirecte, d'aucune personne ou d'aucun groupe d'intérêts.

Article 4 - Siège social

Le siège de la société est fixé à TROYES (Aube)
4, rue Aristide Briand

Il peut être transféré dans la même ville par simple décision de la gérance et partout ailleurs en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

Article 5 - Durée

La société est constituée pour une durée de trente années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

juv
D.S. 18 12 11

Article 6 - Apports - Formation du capital

Monsieur BERSIN apporte à la société
la somme de douze mille cinq cents francs, ci. 12.500 F

Monsieur BLAISE apporte à la société
la somme de douze mille cinq cents francs, ci. 12.500 F

Monsieur LOSA apporte à la société
la somme de douze mille cinq cents francs, ci. 12.500 F

Monsieur VERDEAUX apporte à la société
la somme de douze mille cinq cents francs, ci. 12.500 F

Monsieur SIMONNY apporte à la société
la somme de mille francs, ci..... 1.000 F

TOTAL DES APPORTS EN NUMERAIRE :
Cinquante et un mille francs, ci..... 51.000 F
=====

Somme déposée sur un compte N° 21207363 ouvert au nom de la société, au CREDIT DU NORD, Agence de TROYES.

Article 7- Capital social - Parts sociales

1- Le capital social est fixé à la somme de Cinquante et un mille francs (51.000 F), montant total des apports en numéraire. Il est divisé en cinq cent dix (510) parts sociales de Cent francs (100 F) chacune de montant nominal, réparties de la manière suivante :

- Monsieur Michel TISSIER,
à concurrence de 255 parts sociales,
numérotées de 126 à 380, ci 255 parts
 - Monsieur Jean-Marie VERDEAUX,
à concurrence de 255 parts sociales,
numérotées de 001 à 125 et de 381 à 510, ci ... 255 parts
- Soit un total de 510 parts sociales, ci 510 parts

Les soussignés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartenant, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs apports respectifs et sont entièrement libérées.

2 - La liste des associés sera communiquée à la compagnie régionale des commissaires aux comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tous tiers intéressés.

Handwritten signatures and initials:
mu
DS JB M

3 - Les trois quarts du capital social doivent être détenus par des commissaires aux comptes, et les trois quarts des associés doivent être des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article 218 de la loi modifiée du 24 Juillet 1966.

Si une société de commissaires aux comptes vient à détenir une participation dans le capital de la présente société, les associés non commissaires aux comptes ne peuvent détenir plus de vingt cinq pour cent de l'ensemble du capital des deux sociétés.

4 - Chaque part sociale donne à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et l'actif social.

Article 8 - Augmentation ou réduction du capital

Les augmentations du capital par attribution de parts gratuites comme les réductions de capital par diminution de parts peuvent toujours être réalisées malgré l'existence de rompus.

Toute personne n'ayant pas déjà la qualité d'associé ne peut entrer dans la société à l'occasion d'une augmentation du capital, sans être préalablement agréée par les associés conformément aux dispositions des articles 7 de l'ordonnance du 19 Septembre 1945, 218 de la loi du 24 Juillet 1966 et 11 des statuts.

Article 9 - Responsabilité limitée des associés

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

./.

fin
DS JB
16 DL

Les professionnels associés gardent leur responsabilité personnelle à raison des travaux qu'ils réalisent au nom de la société.

Article 10 - Indivisibilité et démembrement des parts sociales

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé s'il n'est pas soumis à agrément. Il en est de même de chaque nu-propriétaire.

Les copropriétaires de parts sociales indivises sont représentés par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Les parts indivises ou dont la propriété est démembrée ne sont considérées comme détenues par des professionnels, pour l'application des dispositions de l'article 7, paragraphes 3 et 4, que si tous les indivisaires ou le nu-propriétaire et l'usufruitier sont commissaires aux comptes .

Il suffira donc que l'un des indivisaires ou le nu-propriétaire ou l'usufruitier ne soit pas un professionnel pour que les parts indivises ou démembrées ne puissent plus être décomptées au titre des parts devant être détenues par les professionnels.

Article 11 - Transmission des parts

1. Transmission entre vifs

Toutes les transmissions de parts entre vifs, à quelque titre que ce soit, même celles qui se font au profit d'un associé, ne peuvent être réalisées qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette double majorité comprenant la personne et les parts de l'associé cédant. Ces dispositions s'appliquent alors même que le projet de transmission ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit de parts sociales.

./.

pour
JB
DS
DL

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant l'identité du cessionnaire proposé ainsi que le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément. Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession peut, dans les huit jours de la notification du refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession. A défaut de renonciation de sa part, les associés doivent, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. Ce délai de trois mois peut être prolongé en une seule fois, à la demande du gérant, par décision du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties. Si le cédant y consent, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital du montant de leur valeur nominale. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut, dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le Président du Tribunal de Commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société, centraliser les demandes d'achat émanant des associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsque aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

for
JB
DS PL

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession. S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société, spécialement habilité à cet effet, qui signera en ses lieu et place l'acte de cession. A cet acte qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

La procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées. L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession. Toute admission d'un nouvel associé étant soumise à l'agrément préalable des associés conformément aux dispositions de l'article 7, 6° de l'ordonnance du 19 Septembre 1945, de l'article 218 de la loi du 24 Juillet 1966 et du présent article, aucun consentement préalable donné à un projet de nantissement de parts sociales ne peut emporter à l'avance agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties.

2. Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, ses héritiers ou ayants droit ne deviennent associés que s'ils ont reçu l'agrément de la majorité en nombre des associés survivants. Même s'il est déjà associé, l'héritier ou l'ayant droit d'un expert comptable ou d'un commissaire aux comptes associé ne peut, sans l'agrément de ladite majorité, recueillir les parts de son auteur s'il n'a pas la même qualification professionnelle que celui-ci.

Tout héritier ou ayant droit doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

./.

juin
J.B. K
D.S. M

Tout acte de partage d'une indivision successorale est valablement notifié à la société par le copartageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant droit notifie à la société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités. Dans l'un et l'autre cas, si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois de la réception de cette notification, l'agrément est réputé acquis. Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, la société peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global. De convention essentielle entre les associés elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, demander au juge des référés du lieu de l'ouverture de la succession de mettre les indivisaires en demeure, sous astreinte, de procéder au partage. Lorsque les droits hérités sont divis, elle peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

La notification du partage ou de la demande d'agrément et celle de la décision de la société sont faites par envoi recommandé avec avis de réception ou par acte extrajudiciaire.

Dans tous les cas de refus d'agrément, les associés ou la société doivent acquérir ou faire acquérir les parts de l'héritier ou ayant droit. Il est fait application des dispositions ci-dessus prévues dans l'hypothèse d'un refus d'agrément en cas de transmission entre vifs, les héritiers ou ayants droit non agréés étant substitués au cédant. Si aucune des solutions prévues par ces dispositions n'intervient dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

3. Liquidation d'une communauté des biens entre époux

En cas de dissolution de communauté par le décès de l'époux associé, le conjoint survivant et tous héritiers doivent être agréés conformément aux dispositions prévues en cas de transmission par décès. Il en est de même pour les héritiers, si la liquidation résulte du décès du conjoint de l'époux associé, sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier, lors de la liquidation de la communauté, de conserver la totalité des parts inscrites à son nom. Sous cette même réserve, la liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé des parts sociales, que si ce conjoint est agréé à la majorité des associés, la procédure d'agrément étant soumise aux conditions prévues comme en matière de transmission entre vifs. A défaut d'agrément, les parts ainsi attribuées doivent être rachetées dans les conditions susvisées, le conjoint associé bénéficiant toutefois d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

du
JB
DS 02

4. Agrément du conjoint comme associé durant la communauté de biens

Si, durant la communauté de biens existant entre deux époux, le conjoint de l'époux associé notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectué par son conjoint associé, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du code civil, il doit être agréé par une décision prise à la majorité des parts sociales après déduction des parts de l'époux associé qui ne participe pas au vote.

Article 12 - Exclusion d'un professionnel associé

Le professionnel associé radié du tableau de la liste des commissaires aux comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter du jour où la décision prononçant la radiation est définitive. Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder tout ou partie de ses parts afin que soient maintenues les quotités fixées à l'article 7 pour la participation des professionnels. Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts et ce rachat total peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres associés. Le prix est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

Article 13 - Gérance

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés commissaires aux comptes, et nommés, pour une durée limitée ou non, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

./.

jud
J.M.
D.S. 02

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs co-associés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société. Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes conventions ayant pour objet un droit de présentation à une clientèle, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social, dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Les gérants sont tenus de consacrer le temps nécessaire aux affaires sociales. Ils peuvent, d'un commun accord, déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables à un ou plusieurs directeurs et constituer des mandataires spéciaux et temporaires.

Révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales, le gérant peut résigner ses fonctions, mais seulement trois mois après la clôture d'un exercice, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

Article 14 - Décisions collectives

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont qualifiées d'extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les autres cas. Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Pour justifier de leur présence, une feuille de présence est émargée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée en tient lieu lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non".

fin
J.B.
D.S. ML

Enfin, la volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

Article 15 - Majorités

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois et les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant associé ou non, la modification corrélative de l'article des statuts où figurerait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Article 16 - Année sociale

L'année sociale commence le premier janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Article 17 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice. Sur ce bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour former le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds a atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et de la dotation à la réserve légale et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

fmv
DS
SB
16
02

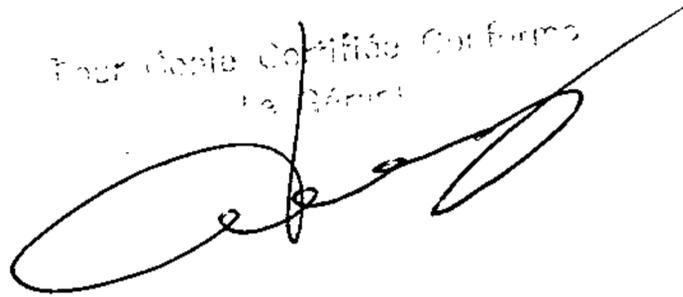
Article 18 - Contestations

En cas de contestation entre la société et l'un de ses clients, la société s'efforcera avant tout recours contentieux de faire accepter l'arbitrage du Président de la Commission régionale des Commissaires aux Comptes.

En cas de contestation soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société, soit entre les associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires.

Les intéressés s'efforceront, avant tout recours contentieux, de faire accepter l'arbitrage du Président de la Commission régionale des Commissaires aux Comptes.

Pour copie certifiée conforme
Le Gérant

A large, stylized handwritten signature in black ink, written over the typed text 'Le Gérant'.